



Paris, le 5 mai 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'ensemble des organisations syndicales représentatives et la direction de la Mutualité Française signent un accord définissant la méthode de négociation des conditions du plan de départs

Cet accord, signé à l'unanimité, entérine un nouveau calendrier de la procédure et précise les éléments soumis à négociation.

Soumises à des contraintes réglementaires croissantes, les parts de marché des mutuelles sur l'assurance maladie complémentaire diminuent et les résultats économiques des groupes mutualistes sont détériorés. Dans ce contexte, une trajectoire de baisse de cotisations des adhérents à la fédération est engagée depuis 2012. Les ressources de la fédération ont ainsi diminué de 40% en 10 ans. Malgré deux plans d'accompagnement de départs volontaires en retraite et les efforts réalisés pour diminuer ses dépenses, la Mutualité Française accuse un déficit d'exploitation sur trois années consécutives. Afin d'assurer la pérennité de la fédération, un projet de réorganisation a donc dû être initié, en s'appuyant sur un plan de départs volontaires, suivi le cas échéant de licenciements pour motif économique.

Afin de mettre en œuvre ce projet avec la volonté de favoriser un dialogue social constructif et de répondre à une demande forte des représentants du personnel, la direction a proposé aux délégués syndicaux d'allonger au 31 octobre 2023 la période d'information/consultation du Comité Social et Économique (CSE) de la fédération. Cette période vise à définir les conditions de départ volontaire et, le cas échéant, de départs contraints des salariés. Les dispositifs d'accompagnement des salariés seront également discutés. Les éléments suivants seront plus particulièrement traités :

- Les catégories professionnelles concernées par les réductions d'emploi
- Les modalités de départs anticipés
- Les mesures spécifiques pour les populations dites « fragiles »
- Les mesures de pré-retraite et de carrière longue



- Les mesures d'accompagnement au départ
- Les critères d'ordre de licenciements

Ce plan de départs permettra la mise en œuvre du projet d'entreprise de la fédération (2023-2027) basé sur le principe d'une action priorisée autour de trois axes : l'influence, l'animation du mouvement et la promotion de l'engagement, et l'innovation.

À propos de la Mutualité Française

Acteur majeur de l'économie sociale et solidaire, la Mutualité Française, présidée par Eric Chenut, représente près de 500 mutuelles.

Nées de la volonté de femmes et d'hommes de se protéger solidairement des aléas de la vie, les mutuelles sont des sociétés de personnes à but non lucratif. Elles sont présidées par des militants mutualistes élus. Elles agissent pour la protection sociale de 35 millions de Français et promeuvent le droit de tous à la pleine santé en intervenant en complémentarité et en partenariat avec la Sécurité Sociale et en contribuant au service public de santé.

Les mutuelles, groupes et unions proposent des solutions dans trois domaines d'activités : complémentaire santé, prévoyance-dépendance et épargne-retraite. Avec plus de 2900 services de soins et d'accompagnement mutualistes, elles jouent un rôle majeur pour l'accès aux soins, dans les territoires, à un tarif maîtrisé. Elles sont aussi le 1^{er} acteur privé de prévention en santé par les actions déployées sur l'ensemble du territoire.

Au quotidien, les membres de la Mutualité Française déclinent autour de trois territoires d'engagement - proximité, participation et innovation - sa raison d'être : "Se protéger mutuellement aujourd'hui pour, ensemble, construire les solidarités de demain".

Contact presse

Célia FAURE

Celia.faure@mutualite.fr

06 13 55 26 81

Retrouvez nos actualités



Sur l'**espace presse**

Photothèque sur **flickr**